

L'Association Belge de Radiothérapie Oncologique (ABRO/BVRO), l'Union Professionnelle des Médecins Spécialistes en Radiothérapie Oncologique (GBS/VBS) et le Collège des Médecins pour les Centres de Radiothérapie Oncologique prennent acte de la décision du gouvernement wallon de développer un centre de protonthérapie à Charleroi.

En tant qu'acteurs de terrain dans les soins du cancer, nous nous réjouissons évidemment que les pouvoirs publics investissent dans le développement de technologies d'avenir. Et ce même si des études sur la protonthérapie sont en cours, et que l'on ne peut présager de leur résultat ni supposer sans preuves qu'elle offrira forcément de meilleures chances de guérison aux patients que la radiothérapie « conventionnelle ».

Nous attirons néanmoins l'attention des pouvoirs politiques et du public sur l'affectation des ressources destinées aux soins du cancer. Actuellement, 180 à 200 patients par an (soient certaines tumeurs pédiatriques et cérébrales) pourraient être traités par protons en Belgique, soit seulement 0,5% des 35.000 patients pris en charge en radiothérapie chaque année. En regard du récent rapport 219 du KCE relatif à la centralisation des soins du cancer pour les tumeurs rares, la « dilution » de ce petit nombre de patients sur deux centres (dont une soixantaine de patients potentiels en Wallonie à traiter sur le site de Charleroi) est paradoxale. Les indications de protonthérapie étant amenées à se développer à l'avenir, l'option d'un centre national cogéré (tant pour le volet clinique que scientifique) permettrait de les garder centralisées sur un site unique dont l'expertise professionnelle et les ressources technologiques seraient progressivement étoffées, et dont la viabilité économique serait meilleure.

Pour l'immense majorité de nos patients, il convient de **travailler sur la qualité des soins de radiothérapie sur base des ressources existantes**. Les traitements « en modulation d'intensité » (ou « IMRT ») permettent un ciblage plus précis de la tumeur et une meilleure protection des organes environnants, mais ils demandent l'achat d'appareillages plus coûteux : un nombre croissant d'hôpitaux ne peut plus consentir à ce type d'investissements. De même, les traitements « guidés par l'image » (ou « IGRT ») permettent de vérifier quotidiennement par scanner la position exacte de la tumeur, pour garantir la précision du traitement. Depuis plusieurs années, nous demandons **un soutien aux investissements hospitaliers** pour ces appareils, au bénéfice du plus grand nombre de nos patients.

Il est bon d'avoir des projets d'avenir. Mais d'importantes questions de santé publique se posent aujourd'hui et doivent trouver réponse : l'un ne peut exclure l'autre, et un centre de protonthérapie ne peut être l'arbre qui cache la forêt. L'Association Belge de Radiothérapie Oncologique, l'Union Professionnelle et le Collège des Médecins attendent des pouvoirs politiques que les besoins actuels des patients souffrant de cancer, que nous défendons depuis plusieurs années, soient pris en compte dans les budgets alloués par le Fédéral et les Régions aux hôpitaux et aux services de radiothérapie oncologique.

Pour le bureau directeur
de l'ABRO/BVRO et de l'Union Professionnelle,
Docteur Olivier De Hertogh

Pour le bureau directeur
du Collège des Médecins,
Professeuse Yolande Lievens